

Le gouvernement burundais s'insurge contre un rapport de l'Ong ICG

APA, 10-02-2011 Bujumbura (Burundi) - Le gouvernement burundais s'est insurgé contre le contenu du dernier rapport de l'Ong international Crisis group (ICG) portant sur la situation post - électorale dans ce pays, estimant que cette ONG a toujours cherché de noircir tout ce qui se passe au Burundi. Dans son rapport ICG indiquait que le Burundi vit dans une impasse politique depuis les élections de 2010, soulignant que cette situation pourrait conduire à une situation dangereuse qui risque d'hypothéquer les 10 ans de progrès enregistrés dans ce pays.

Le porte-parole du Gouvernement M. Philipe Nzobonariba a, lors d'un point de presse, jeudi à Bujumbura, rappelé qu'à l'veille des élections de 2010, ICG avait mis en cause la capacité des forces de sécurité burundaise à assurer la protection des élections, et avait demandé des troupes étrangères pour protéger les élections. « L'ICG devrait se rendre compte s'il est trompé et changer. Malheureusement, il continue à être alarmiste et pessimiste sur le Burundi », a dit M. Nzobonariba. Selon lui, aucun membre du gouvernement n'a été interrogé lors de la confection de ce rapport et le Burundi ne vit pas une impasse politique. « Les institutions issues des élections fonctionnent normalement et ceux qui veulent peuvent en être témoin », ajoute-t-il. Concernant la présence d'une rébellion armée, il a indiqué que les malfaiteurs tuent, pillent et violent et volent sont des groupes de bandits. « Personne n'a encore revendiqué ces actes qui se commettent ici et là dans le pays, et ce n'est pas au gouvernement de les revendiquer à leur place », indique M. Nzobonariba. Cependant, a-t-il poursuivi, « nous remarquons qu'il existe des politiciens qui souhaitent que ces actes soient endossés par une rébellion pour y gagner politiquement. » S'agissant du dialogue avec l'opposition, le porte-parole du gouvernement burundais indique que « l'opposition ne peut pas réclamer un dialogue avec un gouvernement qu'elle ne reconnaît pas ». Selon lui les partis d'opposition réunis dans l'Alliance Démocratique pour le Changement (ADC) publiquement annoncé qu'ils ne reconnaîtront pas les institutions issues des élections de 2010. « Ils n'ont qu'à travers le forum des partis politiques qui a été mis en place par tous les partis politiques y compris ceux de l'opposition », a-t-il clamé. Il a invité les partis d'opposition à contribuer dans l'élaboration du statut de l'opposition et ces travaux. Ce projet se trouve dans les mains des experts et attendent la contribution de tous les intervenants en la matière, a rappelé M. Nzobonariba. S'agissant de la sécurité des opposants en exil et de leur non poursuite, Philipe Nzobonariba a indiqué qu'aucun mandat n'a été lancé contre eux et qu'ils peuvent rentrer au pays sans crainte. La sécurité sera assurée comme celle des autres citoyens », a-t-il assuré.